*Actualité Maghreb/Moyen-Orient 3*

**28 octobre 2005**

# L'Iran, quatre mois après l'élection présidentielle

**Denis Bauchard**

L'Ifri est un centre de recherche et de débat sur les principales questions de politique internationale et d'économie. Présidé par Thierry de Montbrial depuis sa fondation en 1979, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

©Ifri, 2005 - www.ifri.org

Institut français des relations internationales
27 rue de la Procession - 75740 Paris Cedex 15 - France
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00 - Fax: 33 (0)1 40 61 60 60

Quatre mois après l'élection surprise du Président Ahmadinejad, où en est l'Iran ? Quelles orientations se dessinent pour l'avenir ?

## I - Une élection surprise

Le résultat de l'élection fut effectivement une surprise tant pour les observateurs étrangers que pour les Iraniens eux-mêmes. On attendait Rafsandjani, ce fut Ahmadinejad. En fait, après avoir repris le contrôle des grandes municipalités et du Parlement, les conservateurs étaient bien décidés à mettre un des leurs à la Présidence. Avec le recul, les raisons profondes de l'élection du nouveau Président apparaissent mieux. La présence de quatre candidats conservateurs à ce poste était moins le reflet des divisions de ce camp que la volonté de ratisser large et d'attirer la clientèle la plus diversifiée, y compris celle des déçus du réformisme. En effet, le président Khatami, surtout pendant son deuxième mandat, n'a pas pu, ou peut être n'a pas voulu, affronter le camp des conservateurs en prenant la population à témoin. Il a laissé sans réaction le blocage de plusieurs projets de loi importants, notamment celui concernant la réduction du champ des compétences du Conseil des gardiens ; il a « lâché » les étudiants lors des manifestations de 1999 en condamnant leur action. S'est ajouté à ce bilan décevant, le manque de charisme pour ne pas dire la médiocrité des deux candidats réformistes. Quant à Rafsandjani, que beaucoup donnaient vainqueur, il a été la victime d'une réaction de rejet de la part de la population. Il a été trop longtemps associé au pouvoir, de fait dès le début de la Révolution de 1979, et sa réputation d'affairiste a fait le reste.

Ainsi cette élection apparaît-elle d'abord comme un vote « contre » : contre le bilan décevant des réformistes et contre la candidature d'un homme rejeté par l'opinion. Au deuxième tour, Rafsandjani n'a obtenu que 36 % des voix pour près de 62 % pour Ahmadinejad, malgré le report des voix réformistes et l'appel lancé par les intellectuels. Par ailleurs, le maire de Téhéran présentait des qualités d'intégrité que d'autres candidats conservateurs n'avaient pas, notamment Qalibaf sur lequel courraient des rumeurs. Le fait qu'il soit un laïc et qu'il développe un message populiste a plu à une part importante des électeurs, notamment les plus déshérités d'entre eux, et ils sont nombreux. Il a surtout bénéficié, dès le premier tour, d'une mobilisation massive et efficace, des gardiens de la Révolution comme des services de renseignement. Il a bénéficié sans doute également d'irrégularités, lui permettant d'arriver, d'une courte tête, en deuxième position. Les jeux alors étaient faits. Du côté de l'opposition réformatrice, on n'a pas hésité à dénoncer cette élection comme un « semi coup d'Etat » des pasdarans.

Ainsi la reprise en mains, par le camp conservateur, de tous les leviers de commande du pouvoir, au profit essentiellement de l'aile la plus dure, les gardiens de la Révolution, s'est-elle achevée après plusieurs années de confrontations parfois rudes avec les réformateurs.

Cependant en Iran, rien n'est simple. Il n'est pas dit que cette élection modifie substantiellement les orientations du pays, tant en termes de politique intérieure que de politique étrangère.

## II - Les premiers pas d'Ahmadinejad

Les premiers pas du nouveau Président sont jugés de façon très critique, y compris dans son propre camp.

M. Ahmedinejad a confirmé le peu de choses que l'on connaissait de lui. Personnalité d'envergure limitée, il a délibérément souhaité apparaître comme une sorte de Directeur de cabinet du Guide, voulant éviter de lui faire ombrage. Il a voulu s'entourer de fidèles recrutés parmi ses anciens collaborateurs de la municipalité de Téhéran ou dans les rangs des gardiens de la Révolution. Le Parlement lui a infligé un camouflet en refusant l'investiture de quatre de ses ministres.

Dans l'administration, y compris au ministère des Affaires étrangères, la technostructure s'inquiète des idées simplistes avancées par la nouvelle équipe et de la mauvaise image du nouvel élu. Un vrai malaise existe : près de deux mois après sa prise de fonction, le nouveau Président n'a toujours pas défini son programme d'action dans les domaines économique et social alors que l'Iran doit faire face à de graves problèmes d'emploi et d'inflation. La seule mesure prise dans ce domaine a été la décision de verser aux jeunes couples une indemnité, mesure immédiatement bloquée par le Parlement. Ses propos hostiles à « la mafia du pétrole » et aux investissements étrangers lui ont valu les réactions hostiles des milieux d'affaires, y compris ceux du secteur public. Cette mauvaise humeur s'est en particulier manifestée à la Bourse de Téhéran dont les cours sont en chute libre depuis son élection.

Dans le domaine de la politique étrangère, le discours du Président aux Nations unies, quelque peu provocateur et maladroit, a été critiqué par les conservateurs eux-mêmes. Un lien a été établi entre ce discours et, quelques jours plus tard, le 24 septembre, le vote de la résolution de l'AIEA dénonçant les manquements de l'Iran à remplir ses obligations et condamnant la politique de dissimulation de ses activités nucléaires. Le contenu de ce texte et plus encore le fait qu'il ait été adopté à une écrasante majorité - 22 voix contre 1 et 12 abstentions – ont provoqué la consternation à Téhéran, qui a pu constater l'ampleur de son isolement international.

Un certain nombre de mesures prises par Khameneï, le Guide suprême, peuvent apparaître comme des signes de défiance à son égard et peuvent laisser penser que celui-ci n'entend pas laisser le champ libre à un Président aussi zélé que maladroit. La nomination de deux de ses rivaux à des postes clefs – l'un, Qalibaf à la tête de la municipalité de Téhéran, l'autre, Laridjani comme Secrétaire général du Conseil supérieur de la sécurité nationale, et à ce titre chargé des négociations sur les questions nucléaires – n'a pu qu'être mal accueilli par Ahmadinejad, qui par ailleurs a vu certaine de ses propres nominations bloquées. Bien plus, Rafsandjani, le grand vaincu de l'élection présidentielle, revient en force dans le paysage politique. Outre ses fonctions de Président du Conseil de discernement qu'il

a conservées, il vient de se voir confier par le Guide un rôle de coordination entre les pouvoirs exécutif, législatif, et judiciaire : il devra veiller à la cohérence de leurs actions.

Ainsi le pouvoir et la crédibilité du nouveau Président apparaissent déjà fragilisés au bout de quelques semaines d'action ou … d'inaction.

## III - Un avenir encore incertain

### ° Pour l'avenir, quelle évolution peut-on attendre ?

Sur le plan de la politique intérieure, il est clair que les réformateurs sont, pour l'instant, marginalisés et risquent de le rester quelque temps encore même si l'ancien président Khatami se voit confier des fonctions sans doute purement honorifiques. Il peut, à travers son message sur « le dialogue des civilisations », servir encore de caution au régime. Quelques signes, épars mais concordants, peuvent faire craindre un durcissement du pouvoir : une ONG qui avait prévu un débat sur la non-violence à l'université de Téhéran a vu cette manifestation annulée ; des universitaires, proches des réformateurs, ont été remerciés ; les journalistes du quotidien *Iran*, qui reflétait le point de vue officieux de l'ancienne présidence, sentent venir une reprise en mains ; après la cessation de la grève de la faim d'Akbar Ganji, journaliste et écrivain réformateur, celui-ci est au secret et ses amis comme son avocat n'ont pu localiser la prison dans laquelle il a été transféré. La condamnation, par le Président, dans son discours à l'ONU, de « l'invasion culturelle occidentale » peut faire craindre aux jeunes un retour en arrière, que ce soit pour la tenue vestimentaire ou pour des manifestations culturelles jugées contraires à l'islam. A l'inverse, une exposition présentant une collection constituée à l'époque du Shah, allant des Impressionnistes à Rothko en passant par Bacon et Andy Warhol, a été prolongée en raison de son succès. Le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'est pas « islamiquement correcte ».

Ainsi, on devrait assister à une certaine reprise en mains mais on ne devrait pas revenir aux années noires au cours desquelles intellectuels et journalistes étaient systématiquement persécutés, poursuivis *voire* même assassinés. Mais les pasdarans qui tiennent maintenant les principaux leviers de commande, à l'exception de la justice, ont une capacité de nuisance évidente. Cependant, il y a plusieurs écoles de pensée, parmi les néo-conservateurs eux-mêmes, ne serait ce qu'un clivage entre pragmatiques et idéologues. Par ailleurs, il n'est pas sûr que le Guide laisse le champ libre au Président : il reste très attentif à l'évolution de l'état d'esprit de la population. Or, Khameneï est à la fois le centre et le garant d'un système d'équilibres instables et fragiles. Les récentes mesures prises à son initiative montrent qu'il est soucieux de compenser par des contrepoids une influence trop exclusive des gardiens de la Révolution.

En matière de politique étrangère, le sentiment dominant est que, par delà la rhétorique, qui devient plus agressive, comme en témoignent les récentes déclarations du Président appelant à « rayer Israël de la carte », il existe une grande continuité. En effet, la

définition de la politique étrangère relève d'une instance – Le Conseil supérieur de la sécurité nationale – dans laquelle le Président n'est qu'un acteur parmi d'autres et pas le plus important. Dans cette enceinte collégiale, qui fonctionne par consensus, le Guide conserve une primauté. De plus, il dispose, dans la personne de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Velayati, d'un conseiller diplomatique compétent, conscient des rapports de forces internationaux et influent. Ces dernières années ont vu s'affirmer les grandes orientations de la politique extérieure : renforcement de la sécurité régionale face à « l'encerclement » dont serait menacé l'Iran ; politique d'influence à travers les communautés chiites ou persanophones, en Irak, en Afghanistan et en Asie centrale ; normalisation des relations avec les pays du Golfe ; développement des relations politiques et économiques avec l'Inde et la Chine ; renforcement de la coopération avec la Russie ; volonté de se doter d'une capacité nucléaire, dont la finalité est proclamée civile. Il est probable que ces orientations seront confirmées. L'ancien président Rafsandjani, membre de ce Conseil, continuera d'y jouer un rôle important, y compris sur le nucléaire.

Le discours restera dur et la perspective d'une réconciliation avec les Etats-Unis, envisagée à un moment, s'éloigne à nouveau. On peut se rappeler en effet des efforts du Président Clinton en vue de normaliser les relations avec l'Iran avant la fin de son second mandat, qui ont tourné court, faute d'échos de la part des autorités iraniennes. En toute hypothèse, Israël reste et restera une source de discorde majeure entre les Etats-Unis et l'Iran : la volonté affichée par l'Iran de détruire l'Etat d'Israël reste intacte. L'incident récent qui s'est produit à l'occasion du défilé militaire commémorant le début de la guerre Iran-Irak en témoigne : tous les attachés militaires européens ont quitté la tribune officielle lorsqu'un véhicule est passé avec l'inscription en anglais : *Israel must vanish by the face of the world*.

Ainsi s'ouvre une phase d'incertitudes tant dans les domaines intérieurs qu'en matière de politique étrangère. La recomposition du jeu politique en cours n'est pas achevée. L'opacité du régime ne permet pas encore de savoir qui, parmi les forces conservatrices, l'emportera : l'influence des pasdarans, qui représentent un Etat dans l'Etat compte tenu de leurs ramifications politique, économique et militaire sera-t-elle sans limite ? Au contraire, par un jeu de bascule typiquement iranien, celle-ci restera-t-elle contrôlée ? L'évolution du contentieux nucléaire, pour lequel une échéance doit intervenir fin novembre, permettra sans doute de déceler quelques signes dans cet affrontement.

La journaliste américaine, Elaine Sciolino, qui a suivi la Révolution iranienne dès l'épisode de Neauphle-le-Château, a écrit en 2000 un livre intitulé *Persian Mirrors, the Ellusive Face of Iran* qui fait référence. En effet plus que jamais la réalité iranienne paraît se refléter avec toute sa complexité, dans ces miroirs persans, brisés de mille facettes que l'on trouve dans les maisons traditionnelles. La réalité y est réfractée, déformée, insaisissable. L'Iran éternel s'y révèle à qui saura le saisir à travers le miroir.